

SOLIDARITÉ RAMADAN

Cinq milliards de dinars pour les colis alimentaires

L'enveloppe globale allouée à l'opération «solidarité Ramadan» est de l'ordre de cinq milliards de dinars. C'est ce qu'a annoncé, hier, le département de Saïd Barkat, qui participe à l'opération avec un coût de 16 milliards de centimes.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le traditionnel couffin du Ramadan, désormais remplacé par la dénomination «colis alimentaire», devait être remis aux bénéficiaires trois jours avant le début du mois de Ramadan. Cependant, jusqu'à hier, seulement la moitié des 1,3 million de colis à distribuer a été attribuée aux familles nécessiteuses.

Les raisons du retard, expliquait hier le secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale

lors d'une conférence de presse sur le déroulement et l'organisation de l'opération solidarité Ramadan, sont encore inexplicables. Le conférencier, qui a indiqué que la prérogative d'organiser l'opération revient aux collectivités locales, affirme attendre les explications de ces dernières.

Le ministère de la Solidarité nationale qui participe à l'opération avec une enveloppe de plus de 16 milliards de centimes (161,9 millions de dinars) sur un budget glo-

bal alloué pour venir en aide aux familles nécessiteuses de cinq milliards de dinars, s'en lave les mains quant aux dysfonctionnements qui peuvent entacher l'opération.

«Les communes sont les seules responsables des conditions de distribution, le ministère de la Solidarité n'intervient dans cette opération qu'avec un budget», rappelle le SG du ministère. Les personnes habilitées à bénéficier d'un colis alimentaire sont les familles dont le revenu est moins de 60 00 DA, les personnes sans couverture sociale et un handicapé à 100%. Cependant, en plus de sa participation financière dans cette opération, le ministère de la Solidarité nationale a inclus des colis alimentaires complémentaires. Ces derniers, dont le nombre est de 191 500, sont destinés en complément du colis de la commune aux familles les plus démunies qui n'ont aucun revenu.

Par ailleurs, le nombre de restaurants pour cette opération d'iftar ouverts jusqu'à hier est de 645 dont 109 dans la capitale. Le nombre de ces restos agréés — destinés à toute personne se trou-



Photo : Samir Sid

Le ministère de Barkat participe à l'opération avec une enveloppe de plus de 16 milliards de centimes.

vant loin de son domicile au moment de la rupture de jeûne, 16 270 personnes ont été mobilisées à travers le territoire national pour cette opération — n'est pas encore définitif. Les parties qui participent à l'ouverture de ce genre de restaurants, souligne-t-on, sont le Croissant-Rouge algérien, les Scouts musulmans, les communes et les bienfaiteurs. «Nous sommes en train de suivre l'opération de

très près et nous serons intransigeants sur l'hygiène qui est le maître mot pour avoir un agrément pour l'ouverture de ces restos», rappelle le ministère de la Solidarité nationale.

L'année dernière, près de 4, 8 millions de repas ont été distribués pendant le mois de carême et plus de 1,6 million de colis alimentaires distribués.

S. A.

Composition d'un colis alimentaire :

Pour une somme moyenne qui varie entre 3 500 et 8 000 DA, le colis alimentaire que recevront les familles nécessiteuses est composé de :

10 kg de semoule, 5 kg de farine, 2 kg de riz, 2 kg de pâtes, 4 kg d'haricots secs, 2 kg de pois chiches, 4 kg de lentilles, 5 kg de lait en poudre, 5 kg de sucre, 1kg de thé, 5 l d'huile, 5 kg de tomate concentrée, 1 kg de thon, 1 kg de prunes, 1 kg de raisin sec, 1 kg de café en poudre, 1 kg de frick et 2 kg de vermicelle.

S. A.

CONTRÔLE DE LA QUALITÉ ET RÉPRESSION DE LA FRAUDE 4 600 locaux fermés durant le premier semestre 2012

Près de 4 600 locaux commerciaux ont été fermés par les services de contrôle de la qualité et de répression de la fraude durant le premier semestre 2012, contre 2 753 locaux durant la même période de 2011, en hausse de 67%. Selon un bilan du ministère du Commerce, ces fermetures sont le résultat de 455 355 interventions des services de contrôle effectuées de janvier à juin dernier contre 303 301 interventions à la même période de 2011. Ces interventions ont conduit à la constatation de 84 134 infractions et l'établissement de 76 213 procès-verbaux de poursuites judiciaires contre 57 785 infractions (+45,6%) et 49999 (+52,42%) procès-verbaux de poursuites judiciaires durant l'année 2011. La valeur des marchandises saisies est estimée à 237,5 millions de dinars contre 159 millions de dinars (+49%) durant la même période de 2011.

S'agissant du contrôle de la qualité et de la répression de la fraude, 235 793 interventions ont été enregistrées ayant induit le constat de 26 880 infractions et l'établissement de 25 912 procès-verbaux de poursuites judiciaires ainsi que la fermeture administrative de 1 565 locaux commerciaux suite à des infractions relatives à la commercialisation de produits non conformes aux normes. Les infractions constatées consistent principalement dans le manque d'hygiène (43,89%), l'étiquetage non conforme (10,88%), les produits non conformes (7,40%) et produits impropres à la consommation (8,07%). Concernant le contrôle des pratiques commerciales, les services de contrôle ont enregistré 172 170 interventions qui se sont soldées par le constat de 56 808 infractions et l'établissement de 49 882 procès-verbaux de poursuites judiciaires ainsi que la fermeture administrative de 3 032 locaux. Les enquêtes menées sur les pratiques commerciales ont induit la découverte d'un chiffre d'affaires de 18,92 milliards de dinars, soit une baisse de 19% par rapport à l'année précédente et la saisie de diverses marchandises d'un montant de 41,56 millions de dinars, a indiqué le ministère. Pour ce qui est de la nature des infractions enregistrées, il s'agit principalement du non-dépôt de comptes sociaux (37,77% des infractions), non affichage des prix (21,63% infractions), pratique d'une activité commerciale en l'absence d'un local (15,23%), opposition au contrôle (11,64%), non facturation (7,6%), défaut de registre du commerce (4,66%), et pratiques de prix illicites (1,45%).

S'agissant de l'activité de contrôle aux frontières de la conformité des produits importés, 47 372 cargaisons de produits importés ont été contrôlées donnant lieu au blocage de 419 cargaisons pour une quantité de 35 573,6 tonnes de produits importés reconnus non conformes pour diverses infractions.

C. B.

IMPORTATIONS

La facture alimentaire diminue contrairement à celle des médicaments

La facture d'importation des biens alimentaires, notamment céréaliers et laitiers, a baissé au premier semestre 2012 a contrario de celle, en hausse, des médicaments, véhicules et appareils d'émission.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)- Les importations de l'Algérie ont diminué durant le premier semestre 2012 selon le Centre national de l'informatique et des statistiques (CNIS, relevant des Douanes nationales). Ces importations ont atteint 23,1 milliards de dollars durant les six premiers mois de l'année contre 24,3 milliards de dollars durant la même période de 2011.

Soit un recul de 5,2% que les Douanes nationales expliquent, essentiellement, par la chute des importations des biens d'équipements industriels, des biens alimentaires ainsi que des biens destinés à l'outil de production. A ce propos, l'on indique que les importations des biens d'équipements industriels ont totalisé 7,44 milliards de dollars durant le premier semestre 2012 contre 8,9 milliards de dollars à la même période 2011, enregistrant ainsi une baisse de 17,11%. Cette baisse est due essentiellement aux chutes des importations des articles de robinetteries de plus de 73%, des véhicules de transport de personnes et de marchandises (-19,9%) et des transformateurs électriques (-18,9%).

Egalement, les importations algériennes de produits alimentaires ont baissé de 11,91%, passant de 4,9 milliards de dollars à 4,3 mds dollars. Cette baisse de 584 millions de

dollars de la facture alimentaire est due à un recul des importations des céréales, semoules et farines (-23,1%), des laits et produits laitiers (-22,8%) et des sucres et sucreries (-14,08 %), relève le Cnis.

Les biens destinés à l'outil de production se sont établis à 6,57 milliards de dollars durant les six premiers mois 2012 contre 6,96 milliards de dollars durant la même période en 2011, en baisse de 5,6%.

Cette régression est le résultat des chutes des importations des tubes, tuyaux en fer ou en acier (-63,6%), des constructions et parties de constructions (-56,8%) et les fils machines en fer ou en acier (-17,3%). Néanmoins, le CNIS relève une forte hausse de 36% des importations des biens de consommation non alimentaires, leur valeur étant passée de 3,45 milliards de dollars durant le 1^{er} semestre 2011 à 4,7 milliards de dollars à la même période 2012. Tous les produits de ce groupe ont connu des hausses à l'exception des réfrigérateurs et congélateurs qui ont

baissé de 9,8%. Les hausses les plus remarquables ont été enregistrées par les produits destinés aux appareils d'émission (126,3%), les véhicules de tourisme (65,1%), bois et contre-plaqués (74,2%), les pneumatiques (44,4%) et les médicaments (33,5%), selon le Cnis.

La moitié des importations en cash

Notons également que près de la moitié des importations réalisées durant les six premiers mois de l'année en cours ont été financées par cash à raison de 49,36% (11,37 milliards de dollars), malgré une baisse de plus de 7%. Les lignes de crédits, avec une hausse de 11%, ont financé près de 47% (10,81 milliards de dollars) des importations de l'Algérie. Le reste des importations a été réalisé par le recours aux comptes de devises propres et aux autres transferts financiers à raison de 3,71%, soit une valeur de 854 millions de dollars.

C. B.

TIZI-OUZOU

Tentative d'immolation par le feu à Aït Yahia Moussa

Pour protester contre le non-renouvellement de son contrat de travail, emploi qu'il occupait dans le cadre de l'IAIG, le jeune B. A., âgé de 26 ans, originaire de la commune d'Aït Yahia Moussa, 20 km au sud de Tizi-Ouzou a tenté de s'immoler par le feu, dans la matinée de lundi dernier.

Le jeune B.A, qui occupait jusque-là un emploi à l'APC dans le cadre du dispositif du pré-emploi (IAIG), a menacé de mettre fin à ses jours dans les bureaux mêmes de l'APC où il s'est présenté avec un bidon d'essence et un briquet. Alertées, les autorités locales (daïra et commune) ont réussi à dissuader le jeune homme à passer à l'acte en lui promettant de régler son problème.

S. A. M.